

direction des Etats-Unis. En décembre dernier, le ministre israélien de la Défense, Yitzhak Rabin, face à l'intervention syrienne au Liban, a résumé son point de vue en ces termes: Israël se réserve le droit d'agir si ses intérêts vitaux sont menacés: il interdit aux forces terrestres de Damas de s'approcher de la zone de sécurité que l'Etat hébreu contrôle au Liban-Sud et il refuse le survol du territoire libanais par l'aviation syrienne.

Certains Libanais pourraient se féliciter d'un tel comportement, croyant qu'Israël, en cas d'attaque syrienne, viendrait au secours du Liban. Ils oublient que tous nos malheurs sont venus d'Israël. Il est temps que les Libanais prennent conscience que chaque fois qu'Israël attaque le Liban — ce qu'il ne cesse de faire au sud — ce n'est pas pour la sauvegarde des intérêts libanais ni par amour des chrétiens. Et si demain, les avions d'Israël attaquaient l'aviation syrienne — ce qui est peu probable — ils ne le feraient que si les intérêts vitaux d'Israël étaient menacés, comme le dit si bien le ministre Rabin.

Ainsi, c'est pour la sauvegarde des intérêts vitaux d'Israël que l'Armée du Liban-Sud (ALS), composée de 2500 soldats libanais de différentes communautés, payés 130 dollars par mois est aux ordres de Tshahal. C'est aussi en vue de l'annexion du Liban-Sud qu'Israël entretient dans la zone de sécurité une administration civile à raison de 25 millions de FF par an.

Moshé Sharrett rapporte dans ses mémoires que le premier ministre israélien David Ben Gourion a affirmé, le 27 février 1954: «C'est le moment pour les maronites dans ce pays de proclamer un Etat chrétien... Notre but ne sera pas atteint sans une redéfinition des frontières du Liban.» Moshé Dayan, chef d'état major, déclarait de son côté, le 16 mai 1954 (28 ans avant l'invasion de juin 1982): «... L'armée israélienne entrerait au Liban, occuperait le territoire nécessaire et installerait un régime chrétien qui s'allierait à Israël. Les territoires au Sud du Litani seraient totalement annexés par Israël et tout irait pour le mieux...»

Tel est l'objectif d'Israël, qui n'a pas varié.

La présence syrienne

«Mon opposition à la présence des troupes syriennes au Liban remonte aux premiers jours de juin 1976. J'avais alors lancé un appel aux Libanais les invitant «à faire du 1er juin la journée de la lutte du peuple libanais contre le régime syrien, qui a donné l'ordre à ses troupes d'envahir le Liban».

A l'époque, l'armée syrienne était entrée au Liban à la demande du parti Kataëb (phalangiste). Ce parti avait chargé deux de ses dirigeants, Georges Saadé et Karim Pakradouni, de se rendre à Damas. Ils ont fait plusieurs fois la navette Beyrouth-Damas, et au bout du compte Hafez El-Assad a accepté d'envoyer son armée pour appuyer la milice phalangiste qui était menacée d'une déroute militaire face aux palestino-progressistes dans la région du Haut-Metn. On avait dit alors que l'armée syrienne était venue pour sauver les chrétiens, comme si les Kataëb représentaient tous les chrétiens. Les forces syriennes ont déversé des milliers d'obus sur le secteur ouest de Beyrouth où vivaient plus de 200.000 chrétiens, dont moi-même.

Le 1er juin 1976, 2.000 soldats syriens sont entrés au Akkar (Liban-Nord) et 3.000 autres dans la Békaa, avec 200 chars. Kamal Joumblatt (NDR, chef druze et leader de la gauche) avait appelé la France à intervenir diplomatiquement et militairement pour défendre le Liban. C'est peut-être la raison pour laquelle plus tard il a été assassiné. Le 9 juin, Saëb Salam (ancien premier ministre) avait adressé une lettre ouverte à Hfez El-Assad l'invitant à retirer les troupes syriennes du Liban. Le 10 juin, l'artillerie syrienne se déchainait contre Saïda, et le 14 juin Pierre Gemayel (chef des Kataëb) déclarait que l'action de la Syrie est dans l'intérêt des Libanais, des Palestiniens et des Arabes. Le 19 juin, Camille Chamoun affirmait que les Syriens devraient être la seule force agissante au Liban. Le 25 du même mois, 10.000 obus sont tirés contre Beyrouth-Ouest après que l'armée syrienne l'eut privée d'eau et d'électricité. Le 27 juin, j'ai déclaré que l'armée syrienne était présente au Liban pour y rester, conformément au plan partitionniste de Kissinger. Le 10 juillet 1976, j'ai affirmé que l'on

avait sacrifié le Liban au profit de la Syrie et d'Israël.

Deux jours plus tard, était créé en mon domicile à Beyrouth-Ouest le Front d'union nationale avec pour objectifs déclarés:

L'opposition à la partition du Liban et le retrait de l'armée syrienne de l'ensemble du territoire libanais. Ce Front regroupait le premier ministre en exercice à l'époque, Rachid Karamé; la plupart des anciens présidents du Conseil, à savoir Saëb Salam, Abdallah Yafi, Rachid Solh et Ahmed Daouk; ainsi que les anciens ministres et députés Raymond Eddé, Hassan Rifai, Mikhail Jamil Daher, Ali al-Khalil, Albert Mansour, Abdel Majid Raffhi, Jamil Kebbé et Amine Beyhum. Le 14 août 1976, Abdel Halim Khaddam, à l'époque ministre syrien des Affaires étrangères, avait déclaré au sommet des pays non-alignés à Colombo: «Nous n'avons demandé à personne la permission d'entrer au Liban, et nous ne demanderons à personne le droit d'en sortir». Le 15 août, 6.000 obus se sont abattus sur Beyrouth-Ouest. Le 19 août, j'ai déclaré que «nous nous acheminions progressivement vers la yéménisation du Liban». Le 22 août, Karim Pakradouni annonçait que «les Kataëb sont devenus des partisans inconditionnels de l'intervention syrienne».

Le 8 septembre, Camille Chamoun affirmait que «les Syriens se retireraient du Liban dès que les autorités légales libanaises en feraient la demande».

Si je rappelle tous ces faits, c'est pour que les jeunes générations sachent comment et à la demande de qui l'armée syrienne est entrée au Liban le 1er juin 1976, comment elle a détruit Beyrouth, Saïda et ultérieurement Tripoli; et comment elle a poussé le musulman à tuer son frère chrétien. Le président Assad ne cesse de répéter qu'il est présent au Liban pour sauvegarder son unité, sa souveraineté et son indépendance. Mais où sont donc cette souveraineté, cette unité et cette indépendance? Dans son for intérieur, le régime syrien ne pense qu'à annexer le Liban. Abdel Halim Khaddam n'a-t-il pas déclaré à la presse, le 7 janvier 1976, qu'en cas de partition, la Syrie annexerait sans hésiter le Liban, qui n'est qu'une partie